

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

***Bombes à sous-munitions***  
**N'oublions pas les victimes**



**Ce mardi 22 septembre, Handicap International a tenu une conférence de presse sur les bombes à sous-munitions en compagnie des députés Ben Fayot et Charles Goerens. L'occasion pour l'ONG comme pour les hommes politiques de rappeler l'urgence des enjeux actuels.**

Si le 13 juillet dernier, le Luxembourg est devenu le 13<sup>ème</sup> Etat à ratifier le

Traité d'Oslo contre les armes à sous-munitions, le combat contre ces armes barbares est loin d'être terminé. « *Le Ministre Asselborn avait souhaité être parmi les tous premiers à ratifier ce texte* » a précisé **le député LSAP Ben Fayot**, en invitant, à cette occasion, le Ministre des Affaires Etrangères à agir pour que l'Union Européenne interdise en bloc ces armes ainsi que le Gouvernement luxembourgeois à prendre « *ses responsabilités quant à la place financière* » en ce qui concerne l'interdiction de financement des sous-munitions.

**17 pays ont d'ores et déjà ratifié le Traité d'Oslo**, signé par 98 Etats, soit la moitié des pays du monde. Pourtant, 32 pays et territoires restent pollués par des sous-munitions, déversées par millions depuis les années 60. On estime à plus de **100.000** le nombre de victimes de ces armes, des innocents qui ont croisé, un jour, une sous-munition non-explosée.

« *C'est dégueulasse* », s'est insurgé **le député européen libéral Charles Goerens** qui se souvient de sa visite au Laos, un pays durement touché par le fléau des sous-munitions. « *Les enjeux de développement sont réels : sociaux, économiques, médicaux. Même interdites, il faut des années voire des dizaines d'années pour se débarrasser de ces armes* », continue le député qui milite lui-aussi pour une diplomatie régionale, notamment au niveau européen, afin qu'un plus grand nombre d'Etats rejoignent le processus d'interdiction.

Pour Handicap International, il est vital que la mobilisation se poursuive et ce, à différents niveaux. Tout d'abord, en œuvrant, toujours et encore, pour l'universalisation de cette nouvelle norme afin que tous les pays du monde s'investissent dans la lutte contre les sous-munitions, notamment les Etats-Unis, la Chine ou la Russie.

De plus, l'assistance aux victimes fait partie intégrante des obligations du Traité : elle doit se traduire sur le terrain par un véritable renfort de moyens et un accompagnement efficace des communautés touchées par ce fléau.

Enfin, l'interdiction de financement, ajoutée par le Luxembourg, doit être un véritable levier international pour que tous les acteurs de la finance prennent leurs responsabilités quant à la disparition de ces armes et de leur filière. Des acteurs qu'il faut désormais accompagner pour mieux mesurer et cerner les enjeux que cela représente.

C'est pourquoi le Luxembourg a toutes les cartes en main pour confirmer son refus des armes à sous-munitions et pour continuer, à l'avenir, de jouer un rôle moteur dans la disparition de ces armes.

Pour cela, le soutien du public comme des hommes politiques est nécessaire. Un soutien qui pourra se manifester lors de la Pyramide de Chaussures, le **samedi 3 octobre prochain** sur la Place d'Armes.

## CONTACT -----

► Pour plus d'informations : *Jérôme BOBIN*, Responsable Communication Tél. : 42 80 60-31  
[jbobin@handicap-international.lu](mailto:jbobin@handicap-international.lu)

[www.sousmunitions.lu](http://www.sousmunitions.lu)